

ARCHIVES SPARTACUS
Avec L'ÉPIQUE

Sans votre aide

"La Lutte Ouvrière" ne peut paraître chaque semaine

La Lutte Ouvrière n'a pu paraître la semaine dernière faute d'argent. Cette semaine, elle ne peut paraître que grâce à un effort exceptionnel de quelques camarades.

Nos appels n'ont pas été suffisamment entendus. Beaucoup de nos amis et souscripteurs réguliers n'ont pas effectué leur versement habituel. Les paiements des cellules rentrent avec retard. Nos abonnés transmettent les fonds avec retard.

Ces rentrées régulières doivent être réglées par retour. Sinon La Lutte ne pourra pas paraître la semaine prochaine.

Mais cela ne suffit pas à assurer la parution régulière du journal. Dans les derniers mois, la parution hebdomadaire n'a pu être assurée que par quelques souscriptions massives. La vie du journal ne peut pas reposer sur ces ressources irrégulières. Elle doit se baser avant tout sur l'appui dévoué de ses amis, de ses lecteurs, de ses abonnés, de tous ceux pour lesquels elle s'efforce d'être une arme dans la lutte révolutionnaire.

La rédaction a fait de constants efforts dans les mois écoulés pour améliorer le journal, pour le rendre à la fois plus vivant, plus divers et aussi pour donner des articles sérieux et étudiés, si nécessaires dans cette période de confusion accrue et de chauvinisme délirant. De nombreux camarades nous ont écrit pour nous féliciter.

Cela ne suffit pas. Il faut nous permettre de continuer. Souscrivez ! Abonnez-vous ! Abonnez vos amis ! Aidez notre journal à vivre pour qu'il vous aide dans la lutte contre la réaction et contre le social patrioisme.

Versez dès aujourd'hui des fonds — si peu que ce soit, et le plus que vous pourrez au

C. C. P. ROUSSET 2247-23 Paris

La duperie des 60 heures Comment le patronat organise son offensive

« Les 60 heures sont nécessaires pour la sécurité de la France. Sans les 60 heures la France n'aurait ni les avions ni le matériel de guerre suffisant pour défendre la liberté. » Voilà ce que la presse nous raconte à chaque jour, y compris la presse ouvrière. En réalité, ces affirmations recouvrent mal la réalité ; la volonté d'instaurer à l'usine dès le temps de paix le régime de « discipline et d'autorité » cher à l'Etat-Major.

Produire plus on le pouvait en embauchant des chômeurs. M. Pomaret a répondu à cette objection que la majorité des chômeurs dans la Région parisienne avaient plus de 50 ans.

Voilà un argument péremptoire : après 50 ans un travailleur n'a plus droit à vivre décemment. Une allocation de chômage, une retraite qui ne dépasse guère 150 francs par mois, cela suffit aux vieux travailleurs.

Il a ajouté qu'ils ne possédaient pas les connaissances suffisantes, et que l'âge les avait privés de l'agilité et de la précision du geste nécessaire dans de pareilles fabrications. Il n'a pas pensé un seul instant qu'en admettant que cela fut vrai, il suffisait de verser la main d'œuvre jeune dans les industries de défense nationale et les « vieux » dans les autres.

Il a enfin souligné que ces chômeurs ne possédaient pas la qualification professionnelle suffisante : ainsi le travailleur qui n'aura pas acquis, par un don de divination, à l'âge de 20 ans toute la capacité professionnelle que nécessitent les perfectionnements de la technique... dans les 30 ans à venir, sera exclu de la production. Piètre argument : la vérité c'est que des centres de rééducation professionnelle — patronaux ou syndicaux — fonctionnent un peu partout et donnent pleine satisfaction. Les affirmations de M. Pomaret ne sont donc que des prétextes pour recouvrer le sens réel de l'opération.

On le voit encore mieux si on examine les répercussions pratiques de la semaine de 60 heures pour la production. On s'aperçoit d'une part que les usines tournent pendant 60 heures au ralenti, soit en l'absence de commandes, soit en l'absence de matières premières. Dans plusieurs usines, de la Région parisienne, le nombre de pièces demandées aux ouvriers peut à une cadence normale, être effectué en 40 heures. Mais la journée de 10 heures et la semaine de 6 jours doit porter indirectement un coup au mouvement ouvrier : c'est la tactique de l'usure et de l'abrutissement par le travail.

Il faut encore ajouter sur ce point que la semaine de 60 heures, loin de permettre l'utilisation maximum de l'outilage, désorganise la production et diminue le rendement.

En effet, elle supprime le roulement par 3 équipes qui permet l'utilisation maximum des machines, par contre elle exige une attention soutenue durant 10 heures, c'est-à-dire qu'elle aboutit inévitablement à un abaissement de la qualité et de la précision dans le travail. Des rapports officiels des dirigeants de l'industrie de guerre allemande avouent que le régime des 60 heures entraîne une augmentation importante des malfaçons. Il n'en sera pas autrement en France.

Il est clair que le but poursuivi par le patronat est tout autre. Il s'est attaqué à la partie la plus combattive du prolétariat français pour briser chez lui toute velléité de lutte. A l'abrutissement par le travail il ajoute la corruption.

Le prolétariat de la métallurgie a subi en un an deux défaites (avril 38

et novembre 38) ; il n'a obtenu par la grève — à cause du cabotage des dirigeants syndicaux — que des relèvements de salaires minimes. A ce prolétariat dont les capacités de lutte ont diminué le patronat offre avec les 60 heures une augmentation de salaire de 50 p. 100. Le salaire mensuel moyen d'un ouvrier qualifié va atteindre 3.400 à 3.600 francs, et souvent dépasser ce taux. Le patronat espère ainsi détacher de la lutte revendicative une couche importante d'ouvriers.

Dans cette voie il semble même que le patronat soit disposé à aller plus loin encore. On cite telle usine de la région parisienne où les temps sont établis de telle façon que l'ouvrier peut avec le boni, toucher un salaire horaire de 30 francs, soit environ 7.000 francs par mois. Il est évident que le patronat exige en échange quelques concessions : l'adhésion à l'association professionnelle « maison ». Il y a certes des résistances, mais il faut dire que cette tactique n'est cependant pas sans effet.

Il est évident que le patronat n'entend pas continuer longtemps cette attitude de philanthropes. Dans le même temps, il s'efforce d'obtenir que les ouvriers de l'aviation soient régis par la convention de la métallurgie, c'est-à-dire qu'on diminue leurs salaires horaires d'environ 15 p. 100, et qu'on restreigne encore les droits des délégués, etc.

Il faut répondre en mettant à nu la démagogie des 60 heures, en demandant l'unification des conventions de la métallurgie sur la convention nationale de l'aviation, en exigeant le contrôle sur les salaires, et l'organisation du travail. Les petites opérations de MM. les capitalistes sous prétexte de défense nationale doivent être dénoncées : les délégués ouvriers et techniciens unis doivent mettre leur nez dans les affaires malpropres de ces messieurs et préparer, avec leurs syndicats, de nouvelles conventions collectives.

« La France de Saint-Vincent-de-Paul et des Droits de l'Homme »

C'est comme ça, paraît-il, et d'après M. Albert Sarraut, que la France s'est présentée aux réfugiés espagnols. La France — a dit le Ministre de l'Intérieur à la Chambre le 14 mars — a gardé, « dans ce drame des réfugiés espagnols, une figure compatissante et humaine ». Et à l'étranger, on a crié « Bravo, la France ! ». Et Sarraut s'explique...

Le 26 janvier, le gouvernement décide la fermeture de la frontière. Cependant, le gouvernement espagnol demande l'ouverture de la frontière « pour 150.000 personnes, vieillards, femmes, enfants ». Et la France, avec un sourire compatissant, accepte « 3.000 enfants qui grelottaient de froid », et laisse les 147.000 femmes, vieillards et autres enfants crever de froid et de faim dans la neige.

Voilà 147.000 victimes qui ont dû crier : « Bravo, la France ! »

Lire la suite page 3, 4^e colonne

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA LUTTE OUVRIÈRE

Organe Hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevik-Léniniste)
Section Française de la IV^e Internationale

**VENDREDI
 7 AVRIL 1939**

4^e Année — Numéro 113

Le Numéro : 0 fr. 75

RÉDACTION - ADMINISTRATION
15, passage Dubail
54, boul. Magenta, Paris (10^e)

ABONNEMENTS :
France et colonies : 1 an, 30 fr.,
6 mois, 16 fr. ; 3 mois, 8 fr.
Etranger : 1 an, 40 fr. ; 6 mois,
20 fr. ; 3 mois, 10 fr.
Compte chèque postal : Rousset
2247-23 Paris.

Nouveau coup de force Daladier-Mandel contre les libertés aux colonies

La liste Thau-Thach supprimée

Nous avons reçu le 27 mars le télégramme suivant :

Saigon.

« Violant liberté candidature, gouvernement empêche celles Thau, Thach, élections coloniales quoique électeurs éligibles. Protestons coup de force, Tran Van-Thach, Conseiller Municipal ».

Ce coup de force est bien dans la manière de Daladier-Mandel. Ces messieurs craignent, malgré le caractère tout à fait restreint des élections au Conseil Colonial, une affirmation anti-impérialiste.

Ta-Thu-Thau et Tach sont électeurs et éligibles. Mais c'est la liste de la IV^e Internationale, et c'est pourquoi le Gouvernement ne voulait pas les tolérer.

Nous protestons avec énergie contre ce nouvel acte anti-démocratique. Nous sommes entièrement solidaires de nos camarades dans leur lutte, que les travailleurs de France doivent soutenir.

A bas la dictature de Daladier ! Liberté d'élection pour Thau et Tach comme pour tous les autres candidats.

(Voir l'article page 3)

LA RÉPRESSION

6 mois à Morel pour un article de Mitard

Le 27 mars, la douzième Chambre de Tribunal correctionnel a infligé six mois de prison par défaut à notre camarade Morel, gérant de « Révolution ». L'organe des Jeunes Socialistes Révolutionnaires était poursuivi pour « provocation de militaires à la désobéissance ». C'est le numéro de novembre 1938 qui faisait l'objet des poursuites : nos camarades étaient poursuivis pour avoir reproduit en feuilleton un vieux article de Mitard : « La Page de Jean-le-Gouin » publiée dix ans auparavant dans « la Caserne », édition de l'Avant Garde des Jeunes Communistes d'alors, qui évoquait la tradition des marins de la Mer Noire.

Le Parquet, — après avoir sérieusement poursuivi l'insaisissable Mitard sans le rechercher sur les bancs du parlement bourgeois — a abandonné ses recherches. Car maintenant on voit André Marty se préoccuper de déjeuner à la table de Madame Herriot avec les députés fascistes qui s'en allèrent à cette manifestation d'union nationale. (Nos camarades avaient d'ailleurs indiqué que c'est le texte du Mitard de 1928 qu'ils avaient reproduit — et que ce Mitard ne se retrouverait plus.)

La condamnation que le gouvernement abat sur nos camarades des Jeunes est là pour démontrer que ce sont eux qui perpétuent les traditions les plus valeureuses des jeunes travailleurs. Elle démontre qu'ils sont seuls aujourd'hui pour les rappeler à leur service. C'est pour cette tradition vivante qu'on les frappe. Ceux qui l'ont abandonné renient leurs propres textes, se taisent ou appellent à la répression.

Camarades, la leçon est claire. A l'aide des Jeunes Socialistes Révolutionnaires, trappés dans ses jeunes milieux pour le rappel des gestes révolutionnaires. Que tous, ceux qui, depuis dix ans n'ont pas oublié ou renié, appellent leur organisation à exiger l'amnistie pour Morel et pour les rédacteurs de la presse révolutionnaire. Que tous les jeunes fidèles à l'histoire de la lutte du prolétariat se regroupent autour de nos jeunes socialistes révolutionnaires.

Marcel Beaufrère acquitté à Saumur

Au mois de septembre dernier, alors que la bourgeoisie mobilisait pour la défense de ses intérêts impérialistes en Tchécoslovaquie, notre rayon d'Anjou du P.O.I. et des J.S.R. faisait distribuer à des milliers d'exemplaires un tract, dénonçant le caractère impérialiste du conflit qui menaçait, appelait les ouvriers à la défense des 40 heures (la grève du bâtiment n'était pas encore étouffée) réclamant l'arrestation des cagoullards que Daladier venait de libérer. De plus ce tract invitait les ouvriers — au cas où la guerre éclaterait néanmoins — à « se souvenir d'octobre 1917, de l'exemple de Lénine, de Trotsky et des bolcheviks russes » et il exprimait l'espoir que les exploités sauraient « faire sortir des convulsions du monde la Révolution socialiste ».

(Lire la suite page 4)

NOS CONFÉRENCES SUR LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

« C'est ici qu'il faut vaincre Coblentz et les despotes » (ROBESPIERRE)



La première Conférence de notre Cycle sur la Révolution française a eu lieu le 30 mars. Le camarade P. Vilain a parlé devant une trentaine de camarades sur le sens historique de la Révolution française et la signification de l'idée de nation. La conférence, très intéressante, a été suivie avec attention par les assistants et plusieurs camarades ont posé des questions, qui ont donné lieu à une discussion.

De nombreux camarades nous ayant demandé de repousser d'une semaine la conférence suivante, la conférence suivante aura lieu le 20 AVRIL, Palais de la Mutualité, Salle M.

Le camarade H. MORRIS parlera sur :
La Révolution française face à l'Europe féodale.

Conférences suivantes :
27 AVRIL, D. Rousset, Marat
4 MAI, L. Rigal. Les prémisses socialistes dans la révolution française

L'encerclement de l'Allemagne ouvre-t-il la voie au Pacte à Quatre ou à l'Alliance Berlin-Moscou ?

La grande presse française et anglaise s'efforce dans les derniers jours de donner l'idée que désormais l'encerclement de l'Allemagne par les puissances « pacifiques » ne saurait plus faire de doute, qu'une puissante coalition achève de se souder dont Londres est la tête et que Berlin n'a plus d'autre ressource qu'un repli de grande envergure ou la guerre préventive dans un délai très bref.

En réalité la bourgeoisie anglaise ne se fait pas de trop grandes illusions sur la portée de sa politique actuelle. Elle ne la poursuit qu'avec précaution, pour préparer l'avenir et ne semble pas en escompter des résultats immédiats. Quant à la bourgeoisie française, elle suit avec beaucoup de modération et s'attache surtout à régler la situation intérieure sous prétexte de difficultés internationales.

à un régime démocratique : manœuvres d'influence anglo-française d'une part, tentative de la bourgeoisie serbe de tirer profit des rivalités entre les grandes puissances en arrachant des concessions aux uns et aux autres. Quant à l'accord commercial entre la France et la Yougoslavie, il semble que sa portée ne puisse être que très restreinte, comme celle de l'accord franco-roumain et qu'elle ne puisse constituer qu'une première concession pour en obtenir d'autres de Berlin, de Rome, de Londres et de Paris.

L'exacte valeur de la garantie anglaise à la Pologne et à la Roumanie est donné par la signature des accords commerciaux germano-roumains. La presse française et anglaise a démenti avec application l'existence d'un ultimatum économique allemand à la Roumanie ; deux jours après, elle publiait les termes de l'accord économique conclu entre l'Allemagne et la Roumanie qui implique l'acceptation de fait de l'ultimatum allemand : le développement agricole de la Roumanie est mis au premier plan et en premier lieu la culture de produits nécessaires à l'industrie allemande (laines, oléagineux), la production industrielle coordonnée et mise au pas, les ressources minières confiées à des compagnies contrôlées par les capitaux allemands, le contingent allemand des exportations pétrolières maintenu, sans parler de la possibilité d'ouvrir de nouveaux puits avec des capitaux allemands. En définitive, l'économie roumaine tend à devenir partie intégrante de l'économie fermée allemande.

L'encerclement de l'Allemagne a sa pièce essentielle en Pologne. Ici les obstacles sont essentiellement d'ordre politique. La Pologne est, des pays de l'Europe Centrale, celui qui dispose de la plus grande autonomie économique. Mais sa situation géographique fait de lui le lieu de rencontre tout désigné entre les armées allemandes et les armées russes. Dans le choix entre l'un et l'autre allié interviennent dès lors les questions politiques : choisir entre le Reich et l'URSS c'est choisir entre les régimes : la bureaucratie stalinienne et la course à la ruine qu'elle organise en URSS ne dissimulent ni aux yeux des ouvriers polonais, ni à ceux de la bourgeoisie l'opposition sociale fondamentale entre le pays de la propriété collective et la Pologne capitaliste. Le contact avec les troupes russes suffirait à faire éclater la combativité des masses polonaises sauvagement exploitées et brimées. Voilà le spectre qui hante la bourgeoisie polonaise.

On a fait grand bruit de la revanche économique française et de l'accord franco-roumain. En vérité les accords n'ont pour but que de permettre l'utilisation intégrale des présents contingents, en particulier pour le pétrole et le pétrole ; leur portée économique est donc très restreinte. Voici d'ailleurs ce qu'a déclaré à leur propos M. Tataresco :

Le voyage de M. Beck à Londres la montre prête à oublier ce spectre en face de la menace immédiate de l'Allemagne. Mais il est clair que l'alliance polonaise reste extrêmement incertaine. Hitler tend la main sur Dantzig, Londres saura-t-il l'empêcher ? Et s'il s'en avère incapable, s'il y renonce, quelle issue restera-t-il à la Pologne ?

« La Roumanie a besoin de débouchés de plus en plus importants pour pouvoir écouler ses produits agricoles et miniers. La Roumanie a besoin de capitaux d'investissement... Cette situation a poussé la Roumanie à rechercher de nouvelles possibilités d'harmonisation (sic) des besoins de sa production. »

Il semble précisément qu'au moment où Chamberlain fait les déclarations les plus catégoriques et menace en termes vifs l'Allemagne, la presse capitaliste de Londres et Paris prépare un recul stratégique. On lit par exemple dans le Times du 31 mars :

Dans le langage hypocrite des diplomates on ne saurait mieux dire que la Roumanie a lié son avenir économique à celui du Reich. Si les capitalistes repoussent l'idée d'un monopole allemand, s'ils parlent d'une collaboration plus large avec la France et l'Angleterre, c'est parce qu'ils désirent obtenir par ce moyen des concessions de l'Allemagne, laquelle d'ailleurs a intérêt à ne pas exclure totalement, au moins pour le moment présent, l'Angleterre et la France du marché danois.

On laisse donc entendre qu'on ne s'opposera pas à un accord amiable entre Berlin et Varsovie sur la question de Dantzig et du couloir polonais. Et sur cette base, on commence à affirmer que la politique franco-anglaise n'est pas dirigée contre Berlin, ni même pas dirigée contre un accord général. L'information du 4 avril écrit par exemple :

Pour briser le plan d'encerclement anglais l'Allemagne vise maintenant à amener la Yougoslavie dans son orbite. Elle se heurte ici à deux sortes de difficultés : l'hostilité franco-anglaise, qui s'exprime par l'ouverture de négociations économiques et des intrigues politiques ; l'hostilité italienne, qui prend pour point d'appui l'Albanie. Il est clair que Rome cherchera à s'opposer à ce qui serait la fin de son influence en Europe centrale et qu'elle cherchera à obtenir des compensations réelles, à tout le moins l'ouverture d'une campagne de revendications coloniales et méditerranéennes.

« Faut-il répéter que l'entente de Londres avec Paris et Varsovie n'a d'autre but que de sauver la paix ? Faut-il redire que cette entente ne constitue en aucune manière une tentative d'encerclement ? »

Même opinion à Paris-Midi qui pense que la France et l'Angleterre ne sont pas ennemis d'une Allemagne raisonnable. Et dans le même temps on signale des contacts répétés entre le chargé d'affaires à Rome et le ministre des Affaires étrangères italien.

L'Allemagne s'est donné pour premier objectif l'organisation de la minorité allemande et tchèque en Yougoslavie ; elle a entrepris ensuite des négociations économiques. L'Italie répond par une propagande renforcée dans les régions frontalières, une pression renforcée sur l'Albanie, des déclarations d'hégémonie sur l'Adriatique. Déclarations qui ne sont pas uniquement dirigées contre Londres.

Dans le même temps s'engage entre le gouvernement et l'opposition des négociations pour un gouvernement de tous les partis sur la base d'un retour

Une fois de plus il s'avère qu'il n'y a qu'un pas du bloc des « démocraties » au pacte à Quatre. Une fois de plus, on voit les savantes manœuvres de la diplomatie de Staline se retourner contre l'URSS et les brigands impérialistes chercher la solution à leur crise sur le dos du prolétariat russe. Quelque soit le sens dans lequel évolue la situation dans les jours à venir, l'alerte doit être donnée : l'Union Soviétique est en danger ; il faut mobiliser le prolétariat international pour la défendre contre les visées des impérialismes coalisés.

H. MORRIS.

QUATRIÈME INTERNATIONALE

Le N° 16 (Avril) de « Quatrième Internationale » vient de paraître, il contient plusieurs articles de Trotsky: l'un sur la mort de Kroupskaïa, un autre sur l'esprit défaite des intellectuels ex-révolutionnaires, et une étude importante sur le communisme et le franc-maçonnerie.

On trouvera en outre dans ce numéro, un éditorial de P. Vilain sur la dictature de Daladier; de longs extraits des rapports adoptés par le 3^e Congrès du P.O.I. sur la situation en France et internationale, particulièrement importants à étudier dans les circonstances présentes; une étude de Shachtman sur Lénine et Rosa Luxembour.

Pour le 20^e anniversaire de la fondation de l'Internationale communiste, on reproduit les discours d'Eberlein au 1^{er} Congrès (contre la fondation). Une lettre importante de D. Rivera à Haya de la Torre sur les problèmes de l'Amérique latine complète le numéro avec un article de notre camarade Munis sur la répression « démocratique » en Espagne, la terreur jaune.

Ce numéro, sous couverture, 3 fr.

Commande aux Publications Populaires, C.G.P. Naville 1333-80, Paris.

N. D. L. R.

Nous avons reçu trop tard pour le numéro, l'article de Boitel sur la politique syndicale, le compte rendu du Conseil Central des Cercles Syndicalistes Lutte de Classes et différentes correspondances ouvrières. Nous rappelons à tous nos correspondants que la copie doit parvenir au siège le lundi soir au plus tard avant 20 h. 30. Passé ce délai, aucune copie ne pourra plus être insérée.

Nous avons d'autre part dû laisser au marbre un article sur les élections belges, le compte rendu du livre de Barmine « Vingt ans au service de l'U.R.S.S. » et de celui du camarade Trotsky « Leur morale et la nôtre », ainsi qu'une correspondance de Nice.

Vient de paraître

Léon TROTSKY
LEUR MORALE
ET LA NOTRE

En vente : Publications Populaires
Forte réduction aux lecteurs de la LUTTE

Nous avons reçu la lettre suivante :

Au camarade qui s'occupe de la question palestinienne.

Je me rapporte à l'article du numéro du 10 mars de la Lutte Ouvrière, et je relève la phrase suivante :

« Au cours des réunions qui ont eu lieu ces jours derniers à Paris et à Londres entre représentants des partis juifs et des partis arabes, nos représentants ont affirmé notre entière solidarité avec le mouvement nationaliste arabe et notre soutien inconditionnel aux revendications immédiates des Arabes ».

a) Arrêt de l'immigration juive.

Malgré mon manque d'expérience dû à mon âge, je me permets de trouver ce point a) scandaleux.

Étant communiste et trotskiste, il est impossible que je sois sioniste.

Mais, dans la situation tragique des Juifs, soutenir l'arrêt de leur immigration, c'est se mettre dans la position des chauvins de France, et d'autres pays « démocratiques », qui ferment leurs frontières aux victimes du racisme et du fascisme.

D'après vous, quelle est la solution du problème juif ?

Toutes les frontières sont fermées aujourd'hui et même les malheureux qui ont réussi à entrer en France par exemple, se trouvent menacés d'être jetés hors du pays.

Où voulez-vous qu'on aille ? Il n'est pas question de capitalistes juifs, car eux, ils sont toujours à l'abri.

Sans doute vous, camarade, vous n'avez jamais su ce que signifie une expulsion ou même un émigrement volontaire ?

Je me révolte contre votre article, car moi aussi, je fais partie de ceux qui ont des cartes d'identité pour « étrangers » « non salariés », et tout le reste.

Ta lettre ne m'a causé aucune surprise. Je l'attendais presque, sachant, puisque je suis Palestinien et juif comme toi, ce que signifie matériellement, le terrible verdict : donner satisfaction aux nationalistes arabes.

Il y a 8.000.000 de Juifs à travers l'Europe dont on organise légalement l'assassinat au compte-goutte (comme en Pologne) ou par la brutale barbarie hitlérienne comme en Allemagne, Hongrie, Italie.

Que deviendront-ils s'ils n'ont même plus la Palestine ?

La conversion

Plusieurs solutions ont été proposées au problème juif.

Il y a eu la conversion religieuse, dont l'Allemagne et la Hongrie nous

Ces derniers mois, les journaux ont reproduit pas mal de choses au sujet de négociations secrètes entre Berlin et Moscou. On a prétendu qu'un accord politique et même militaire serait en préparation avec le traité économique. Il est difficile de juger actuellement ce qu'il y a de fondé dans ces communications. En tous cas, elles sont des symptômes infaillibles qui témoignent du fait que quelque négociation a été ou est en train. De toutes façons, l'issue de ces négociations secrètes dépend non de la loyauté de Staline envers les principes de la démocratie, ni de celle de Hitler envers le drapeau de « l'anti-marxisme », mais plutôt de la conjoncture internationale. Un accord entre Staline et Hitler, s'il se produit — et il n'y a rien d'impossible à cela — ne pourrait étonner que les plus idiots sans espoir de toutes les variétés de « fronts » démocratiques et de « ligues » pacifistes.

Un facteur de la politique internationale

Nous ne nous étendons pas ici sur la question de savoir à quel point est probable un accord entre Staline et Hitler, ou, plutôt, entre Hitler et Staline, dans l'avenir immédiat. Cette question demanderait une analyse détaillée de la situation internationale selon toutes ses variantes possibles. Même dans ce cas, la réponse serait difficile à donner catégoriquement, car les joueurs eux-mêmes pourraient difficilement dire en toute certitude où le jeu les conduira. Mais avant même d'être devenu une réalité, le rapprochement entre Moscou et Berlin est devenu un facteur de la politique internationale pour tous les centres diplomatiques de l'Europe et du monde, qui tiennent compte maintenant de cette possibilité. Considérons-la donc brièvement.

Un accord avec les esclavagistes

Un accord avec un pays impérialiste — qu'il soit fasciste ou démocratique — est un accord avec des esclavagistes et des exploités. Un accord temporaire de cette nature peut être, évidemment, rendu inévitable par les circonstances. Il est impossible de déclarer, une fois pour toutes, que des accords avec les impérialistes sont inadmissibles dans n'importe quelle situation, de même qu'il est impossible de dire qu'un syndicat n'a pas le droit, dans certaines conditions, de conclure un compromis avec le patron. Une « irrécupérabilité » de cette nature serait purement verbale.

Tant que l'Etat ouvrier reste isolé des accords épisodiques avec les impérialistes, plus ou moins étendus, sont inévitables. Mais nous devons clairement nous rendre compte que la question se réduit à profiter des antagonismes entre deux bandes de puissances impérialistes, et rien de plus. Il ne peut même pas être question de déguiser de tels accords sous des mots d'ordre, de « défense commune de la démocratie », par exemple — car ces mots d'ordre ne feraient que préparer la pire déception pour les ouvriers. Il est essentiel que les ouvriers dans les pays capitalistes ne soient pas liés dans leur lutte de classe contre leur

Léon Trotsky

STALINE

offrira-t-il son alliance à HITLER ?

propre bourgeoisie, par des accords empiriques passés par l'Etat ouvrier. Cette règle fondamentale était rigoureusement observée pendant la première période d'existence de la République soviétique.

Cependant, la question de savoir quels accords sont en général admissibles entre l'Etat ouvrier et un Etat impérialiste, même fasciste, et dans ce cas, dans quelles conditions, — cette question a aujourd'hui perdu tout sens sous sa forme abstraite. Il ne s'agit pas d'un Etat ouvrier en général, mais d'un Etat ouvrier dégénéré et décomposé. La nature d'un accord, ses buts et ses limites, dépendent directement de ceux qui concluent l'accord. Le gouvernement de Lénine a pu être obligé de conclure un accord temporaire avec les Hohenzollern — afin de sauver la révolution. Le gouvernement de Staline n'est capable de conclure un accord que dans les intérêts de la clique dirigeante du Kremlin, et seulement au détriment des intérêts de la classe ouvrière internationale.

Les accords entre le Kremlin et les « démocraties » signifient pour les sections respectives de l'Internationale Communiste la renonciation à la lutte de classes, l'étranglement des organisations révolutionnaires, le soutien du social patrioisme et, en conséquence, la destruction de la révolution espagnole et le sabotage de la lutte de classe du prolétariat français.

L'accord avec Chang-Kai-Chek signifie la liquidation immédiate du mouvement paysan révolutionnaire, la renonciation par le P. C. aux derniers vestiges d'indépendance et le remplacement officiel du marxisme par la doctrine de Sun Yat Sen. Le demi-accord avec la Pologne signifie la destruction du P. C. polonais et l'annihilation de sa direction. Tout accord de la clique du Kremlin avec une bourgeoisie étrangère est immédiatement

dirigé contre le prolétariat de ce pays avec lequel l'accord est conclu, de même que contre le prolétariat de l'U. R. S. S. La bande bonapartiste du Kremlin ne peut se survivre qu'en affaiblissant, démoralisant et battant le prolétariat partout où elle l'atteint.

La politique stalinienne en Angleterre

En Angleterre, l'I. C. continue à faire de l'agitation en faveur d'un Front Populaire avec la participation des libéraux. Au premier abord, cette politique paraît totalement incompréhensible. Le Labour Party représente une puissante organisation; on pourrait facilement comprendre une pression de la part du Comintern patriote pour s'en rapprocher. Mais les libéraux représentent une force politique tout à fait compromise et de second plan. En outre, ils sont divisés en plusieurs groupes. Dans la lutte pour maintenir leur influence, les Labouristes rejettent évidemment l'idée d'un bloc avec les libéraux, afin de ne pas s'infecter eux-mêmes avec un dangereux poison. Ils se défendent assez énergiquement — par des exclusions — contre l'idée d'un « Front Populaire ».

Pourquoi le Comintern ne se limite-t-il pas à combattre pour une collaboration avec le Labour Party ? Pourquoi au contraire demande-t-il avec insistance l'inclusion des ombres du passé libérales dans le front uni ? Le noyau de la question, c'est que la politique du Labour Party est encore beaucoup trop radicale pour le Kremlin. Une alliance entre les Communistes et le Labour prendrait une teinte anti-impérialiste et rendrait plus difficile un rapprochement entre Moscou et Londres. La présence des libéraux dans le « Front Populaire » signifie une censure directe et immédiate exercée par l'impérialisme sur l'activité du

Labour Party. Sous le couvert de cette censure, Staline pourrait rendre tous les services nécessaires à l'impérialisme anglais.

Staline vend le mouvement ouvrier

Le trait fondamental de la politique internationale de Staline dans les dernières années est le suivant : il commerce avec le mouvement ouvrier exactement comme il commerce avec le pétrole, le manganèse et autres produits. Il n'y a pas un iota d'exagération dans cette affirmation. Staline considère les sections du Comintern dans les différents pays et la lutte libératrice des pays opprimés comme de petits moyens d'échange avec les puissances impérialistes.

Lorsqu'il veut l'aide de la France, il soumet le prolétariat français à la bourgeoisie radicale. Lorsqu'il doit soutenir la Chine contre le Japon, il soumet le prolétariat chinois au Kuomintang. Que ferait-il dans le cas d'un accord avec Hitler ? Hitler, évidemment, n'a pas spécialement besoin de soutien de Staline pour étrangler le parti communiste allemand. La situation insignifiante de ce dernier a été suffisamment amenée par toute la politique précédente. Mais il est tout à fait possible que Staline serait d'accord pour couper tout subside pour le travail illégal en Allemagne. C'est une des moindres concessions qu'il aurait à faire et il serait prêt à la faire.

On peut aussi assurer que la campagne bruyante, hystérique et creuse que le Comintern a menée contre le fascisme ces dernières années serait mise en sourdine. Il est significatif que le 20 février, lorsque notre section américaine mobilisa des masses considérables d'ouvriers pour combattre contre les nazis américains, les stalinistes refusèrent carrément de participer à la contre-démonstration qui fut des répercussions nationales, et firent tout leur possible pour minimiser son importance, aidant ainsi les stalinistes américains d'Hitler. Qu'y a-t-il derrière cette politique absolument traître ? Est-ce seulement de la stupidité conservatrice et la haine de la IV^e Internationale ? Ou bien y a-t-il là quelque chose de nouveau, par exemple les dernières instructions de Moscou, recommandant à MM. les « anti-fascistes » de se museler afin de ne pas gêner les négociations entre les diplomates de Moscou et de Berlin ? Cette supposition n'a rien d'absurde. Les prochains semaines apporteront leur vérification.

Nous ne pouvons dire qu'une chose avec certitude. L'accord entre Staline et Hitler ne modifierait rien d'essentiel à la fonction contre-révolutionnaire de l'oligarchie du Kremlin. Elle ne ferait que la rendre plus apparente et hâter l'effondrement des illusions et falsifications. Notre tâche politique ne consiste pas à « sauver » Staline de l'embarquement de Hitler, mais à renverser les deux.

L. Trotsky, 6 mars.

Nous ajouterons à cet article quelques données récentes.

Après l'annexion de la Tchécoslovaquie par Hitler, Moscou dut faire un crochet. Cependant le Temps, organe du Comité des Forges et du Quai d'Or-

Parmi nos Lettres

Je tiens à vous dire que je suis entièrement d'accord avec l'article de Morris : « Pourquoi nous sommes avec les ouvriers stalinien de Madrid ». Naturellement nous sommes avec les ouvriers stalinien de Madrid, mais il fallait établir nettement toutes les responsabilités ; voilà qui est fait. Très bien aussi la rubrique « Terre libérée ». D'accord aussi avec l'article leader de Vilain, mais je pense que vous devriez aussi faire appel aux ouvriers du PC et à ceux qui ont quitté le PC. C'est à mon avis, encore là que se trouvent les meilleurs militants, sans négliger ceux du PSOP non plus évidemment, ni les anar, qui doivent comprendre un peu mieux l'attitude des Montseny-Olivier et Lister.

C. — Sarthe.

Je n'ai pas encore vu dénoncer dans La Lutte la campagne personnelle des stalinien contre Bonnet, alors qu'elle devrait s'adresser à Daladier et au ministère. Quelque chose se cache là-dessous ; quoi ? Egalement je n'ai pas vu pronostiquer un tournant stalinien au cas où le pacte à quatre annulerait le pacte franco-soviétique. Dans ce cas, le PC répudierait la défense nationale et ses conséquences, et propagerait le défiléisme ?

C. — Charente-Inférieure.

say, souligna à plusieurs reprises l'attitude « réservée » de l'U.R.S.S.

Staline, dans son discours au 18^e Congrès, venait de déclarer que l'U.R.S.S. ne se lierait à aucune coalition. Le 15 mars, le Temps souligne dans une dépêche de Berlin que la presse hitlérienne a « à peu près passé sous silence le discours de Staline » et demande : « A-t-on voulu cacher au peuple allemand que Staline s'est exprimé d'une façon particulièrement réservée vis-à-vis de l'Allemagne ? »

Le 1^{er} avril, Havas fait connaître de Moscou que « les milieux soviétiques restent extrêmement réservés et préfèrent s'abstenir de commentaires au sujet de la déclaration de M. Chamberlain ».

Le 5 avril, l'agence Tass, c'est-à-dire Staline en personne, se décide à répondre aux appels du pied du Temps, et c'est pour les repousser en termes parfaitement nets : « Les journaux français le Temps et l'Œuvre publient une information du correspondant de l'agence Havas à Moscou où il dit que l'U.R.S.S. se serait engagée ou aurait promis de s'engager en cas de guerre à ravitailler la Pologne en matériaux de guerre et de fermer son marché de matières premières à l'Allemagne. L'agence Tass est autorisée à déclarer que cette information est privée de tout fondement car l'U.R.S.S. ne fit à aucune partie de telles engagements ».

C'est, clair comme le jour, un engagement envers Hitler !

A propos de la question Palestinienne

Que fera le peuple juif persécuté et poursuivi ?

re et la France le voient bien à présent. Au même titre, mais avec des buts exactement opposés, toute organisation ouvrière digne de ce nom doit avoir une attitude claire sur ce problème. C'est pourquoi la IV^e Internationale ne pouvait ignorer ce phénomène et n'a pas hésité à prendre position. Le soutien inconditionnel aux révolutions nationales arabes est le devoir élémentaire pour tout révolutionnaire. La III^e Internationale, quand elle était révolutionnaire, avait déjà adopté cette politique. La conséquence inéluctable de cette attitude, c'est l'opposition décidée au sionisme, car celui-ci (et ce n'est qu'une raison, il y en a d'autres) est irréductiblement opposé à la révolution nationale arabe. Cette opposition, je n'ai nulle honte à le dire, est très pénible pour moi qui, né en Palestine d'une vieille famille juive du pays, élevé dans le sionisme, ai cru longtemps pouvoir concilier le sionisme soi-disant « socialiste » à cause des colonies collectives et autres réalisations, avec la Révolution. Mais il est arrivé un moment où les faits obligent à prendre une attitude claire dans l'action. Les massacres de Palestine n'ont fait que montrer à quel point le sionisme était en opposition avec la révolution arabe. Cette opposition est un fait. La morale n'a rien à y voir et si nous ne pouvons approuver le massacre pogromiste de femmes et d'enfants juifs, il n'en reste pas moins que si la lutte nationale arabe contre l'impérialisme dévie en massacre de juifs, c'est parce que le sionisme les y a amenés. C'est une tâche impérialiste : la séparation ou la conquête de tout ou partie de l'Etat Palestinien.

Concluons sur le sionisme : écarté sur le plan des faits, contre révolutionnaire par dessus le marché. Le sionisme a échoué.

Le Sionisme ?

Pour le sionisme, il tend à acquérir pour les Juifs en Palestine tout ou partie du pouvoir d'Etat, dans le but de s'en servir soit pour offrir un refuge aux Juifs persécutés, soit, par tout autre moyen à la disposition d'un Etat, de les défendre partout dans le monde. En toute contrée, une telle prétention se serait trouvée immanquablement en opposition avec la souveraineté étatique locale : à plus forte raison en Palestine, la recherche par les Juifs de cette domination de l'Etat, au besoin par l'intermédiaire ou la tolérance de l'impérialisme anglais, devait amener les Arabes à considérer les Juifs comme ennemis au même titre que l'impérialisme. C'est ce qui s'est passé. Or la révolution arabe est un fait fondamental dans la politique du Proche-Orient.

Aucun impérialisme ne peut se permettre d'ignorer ce fait et l'Angleterre

— la fuite, le départ se présentent comme la seule chance d'éviter la mort. Ici, il faut donner le coup de pied aux révolutionnaires en chambre et aux pédants satisfaits qui croient égarés sous la botte fasciste et pourtant on ne leur dit pas de fuir. Quand le fascisme triomphe, il perfectionne l'exploitation du prolétariat, il massacre du prolétariat, puis aussi bien le capitalisme en a besoin pour sa production. Par contre, la mort lente et brutale des Juifs est recherchée par le fascisme pour créer et développer un exutoire de la lutte des classes nécessaire pour le capitalisme, en cette période de capitalisme décadent et d'impérialismes ultra-tendus.

Il est donc absolument juste que l'on réclame pour les Juifs comme pour les proscrits politiques, le droit de libre circulation, donc celui d'immigrer au pays de leur choix (en fait là où ils espèrent être tolérés). Cette revendication du droit d'asile, c'est une des tâches de tout révolutionnaire dans le pays où il se trouve vis-à-vis de sa bourgeoisie.

Droit d'asile, donc, aux Juifs, comme aux antifascistes, aux révolutionnaires : c'est la pression ouvrière qui peut l'assurer. Dois-je te dire que ce sont nos camarades du « Socialist Workers Party », section des U.S.A. de la IV^e Internationale, qui se sont chargés de souffler la bourgeoisie juive du pays de son mot d'ordre : « Assez de larmes hypocrites ! Ouvrez vos portes de CE pays aux Juifs ! » ?

Je rappelle que cette bourgeoisie, comme celle d'ici et plus ou moins, de partout, réclame la liberté pour les Juifs d'immigrer en Palestine ! Mais ici, en France ? Mais, en Angleterre ? Ah non ! Là, vous ne comprenez pas, cher monsieur, disent les gros bourgeois juifs. Ces Juifs polonais parlent Yiddish dans la rue et donnent prétexte à J.-C. Legrand pour s'attaquer à nous, les « bons Français » du Faubourg Saint-Honoré, de la Rue La Bruyère, gros banquiers ou grands rabbins... Comme si Hitler et ses imitateurs étaient gênés par l'attitude conciliatrice des Juifs !... Nos camarades américains, grâce à leur attitude nette au sujet du droit d'asile, ont réussi à prendre la tête de la lutte révolutionnaire contre le fascisme et

à son appel, 100.000 manifestants ouvriers, Juifs, Italiens, Nègres, ont, il y a un mois, contre-manifesté autour d'un meeting hilérien à New-York.

Notre politique est la même et seule la pression d'une situation due au recul ouvrier depuis 2 ans nous a empêchés d'en faire autant.

« Et la Palestine ? diras-tu. Si le droit d'asile, d'immigration doit être défendu, pourquoi soutenir l'arrêt de l'immigration juive en Palestine, seul pays où il reste une petite porte ouverte aux persécutés d'Europe centrale et orientale ? »

La contradiction n'est qu'apparente. Les Juifs de Palestine y sont venus pour réaliser le but impérialiste de la conquête de la majorité de l'Etat, donc pour réduire la branche locale de la nation arabe à l'impuissance politique. Or, c'est un fait que toute la furieuse révolte du monde arabe contre la situation que l'on veut créer en Palestine est centrée contre cette conquête de majorité, cette acquisition du droit étatique.

Un révolutionnaire logique ne peut chercher à échapper à l'impérialisme suivant. Du moment qu'on soutient la révolution arabe et qu'on lutte pour sa victoire en demandant aux ouvriers des pays impérialistes de la soutenir par tous les moyens, il faut savoir ce que ça signifie concrètement : en particulier, empêcher la conquête impérialiste de la majorité dans le pays.

Cette attitude, tu le reconnaitras, est imposée par la situation concrète : l'immigration en Palestine est une conquête politique impérialiste (et je ne parle pas du fait très important que cette conquête est un instrument de l'impérialisme anglais) de l'Etat et, aussi terrible et douloureux que ce soit pour toi de l'admettre, tu ne peux, pas plus que je n'ai pu moi-même, échapper au dilemme contre lequel tu te révoles en m'injuriant : ou avec les Arabes ou avec l'impérialisme et ses instruments. Moi, j'ai choisi, très tard peut-être, mais c'est fait. Et toi, le feras-tu à temps ?

Le chemin de la révolution

Que faire alors ?

Il ne s'agit pas de tolérer, je le répète, les assassins d'innocents qui

sont là par la faute des sionistes et de l'impérialisme anglais. Encore moins de le soutenir. De même que nous dénonçons les massacres de fellahs par les soldats de l'impérialisme, de même nous disons aux Arabes que ces massacres n'aident en rien au succès de leur révolution.

Disons d'abord que nous, révolutionnaires, ne sommes pas là pour trouver des solutions dans le régime actuel. Nous constatons des forces en jeu (le plus souvent, nous en sommes victimes) et notre devoir révolutionnaire nous commande d'agir dans tel sens plutôt que dans tel autre. Le fait que notre poussée n'amène pas dans ce régime la solution recherchée n'a rien d'étonnant ; notre action pousse-t-elle vers la révolution mondiale ? Voilà la question.

Demandons aux prolétaires de conquérir par leur action le droit d'asile pour les Juifs comme pour les révolutionnaires ; expliquons aux Juifs que le problème juif ne peut être résolu par la conversion, ni par l'assimilation, ni par le sionisme, ni même par l'émigration (car la tolérance d'aujourd'hui dans les pays « démocratiques » ne peut durer indéfiniment si le prolétariat ne s'empare pas du pouvoir) et montrons-leur que leur destin est lié à la lutte de notre Internationale révolutionnaire, seule capable de sauver l'humanité de la barbarie fasciste.

Dans cette période noire de recul ouvrier et d'avance du fascisme, nul doute que cette attitude ne nous amène pas les masses juives. Cependant, à travers la terrible épreuve de ce temps où se préparent les armes qui abattront le capitalisme, une avant-garde militante s'aguerit et saura entraîner dans les combats décisifs les masses juives sur nos positions de salut, comme le firent les bolcheviks en luttant concrètement contre les pogromistes, en assurant aux Juifs les moyens de développer leur culture nationale propre.

Voilà, camarade, ce que te dit un Palestinien qui ne prétend l'apprendre rien de nouveau ; qui a passé par la douloureuse épreuve que tu traverses et qui a connu dans son enfance les premiers pogromes de Jérusalem, dont la langue maternelle est l'hébreu appris à l'école et à pu cependant dire clairement à des militants nationalistes arabes toute la politique de la IV^e Internationale concernant la Palestine. Et crois moi, camarade, la critique révolutionnaire de la direction de la révolution nationale arabe n'est pas moins grande que le soutien que nous lui accordons dans sa lutte contre l'impérialisme. Mais ça, c'est une autre histoire !

L. IBNI.

Le dernier acte du drame espagnol

Le rideau vient de tomber sur le dernier acte du drame espagnol. Le « gouvernement de la victoire » de Negrin-Miaja avait été le gouvernement de la défaite et de la trahison ; la « Junte de défense » Casado-Miaja aura été celui de la capitulation et de la honte. Avec un cynisme que les éclats orgueilleux sur la résistance à outrance — si Franco n'acceptait pas une paix honorable — ne cherchaient même pas à voiler, les traités sinistres de la bourgeoisie « républicaine » et les bureaucrates serviles « socialistes » et « anarchistes » ont mis un mois pour ligoter et livrer aux massacres les meilleurs combattants de la classe ouvrière. Et en même temps, ils ont décidé de leur propre ruine.

Le calcul de ces savants politiciens roués aux astuces du parlementarisme bourgeois, passés maîtres en stratégie démocratique en quelque café du Commerce, s'est avéré pitoyable. Ces messieurs espéraient qu'au moment où l'Angleterre s'efforçait de détacher Franco de Rome et de Berlin, de faciliter à Burgos un jeu de balance entre les puissances analogues à celui qu'on jouait et que continuent à jouer les pays balkaniques — qu'à ce moment il serait possible aussi d'arriver à une même solution d'équilibre entre les classes, à un bonapartisme auquel il fallait ouvrir la voie en frappant à nouveau à gauche ; après avoir visé au travers du POUUM l'aile avancée de la classe ouvrière, il fallait maintenant briser définitivement la classe ouvrière au travers du parti communiste.

Mais les réalités de la lutte de classe se sont conjuguées au développement cabotique des rivalités impérialistes pour réduire à néant tous ces beaux calculs. Le tournant de la politique européenne au moment de l'occupation de la Bohême et de la Moravie a permis à Franco de resserrer ses liens avec Rome et de préparer une nouvelle offensive. Et lorsque la Junte entrevit — trop tard — qu'il n'y avait plus qu'à choisir entre la résistance à outrance et la fuite, elle ne pouvait plus choisir ; car elle venait de consacrer ses efforts à briser les moyens de la résistance. Pour une large couche de la population, il n'y avait plus de différence entre Casado et Franco, tous deux ennemis du communisme, sinon que chez Franco on mange mieux. Le peuple est capable de faire des sacrifices pour la défense de ses intérêts de classe ; il n'en fera pas pour remplacer des militaires par d'autres militaires.

Le calcul fonctionnaire odieux qui renouçait à la victoire, qui ne se donnait plus pour objectif que la moins mauvaise défaite, la dictature la plus libérale a complètement échoué. Pourquoi ? Précisément parce que le bonapartisme, l'équilibre instable entre 2 classes, ne peut lui-même sortir que de la lutte et non de la capitulation. Si en 1934 le bonapartisme de Dollfuss était infiniment plus instable que le fascisme hitlérien ce n'est pas parce que Bauer et les chefs sociaux démocrates avaient négocié jusqu'au dernier moment avec Dollfuss, mais parce

ce que les ouvriers de Vienne se sont battus jusqu'à la dernière cartouche.

Aussi le résultat de la politique « humanitaire et réaliste » de Casado Besateiro et Cie, c'est d'avoir donné une assise plus stable au gouvernement de Franco, c'est d'avoir donné l'exemple d'une répression qui continue de se déchaîner avec une fureur sanglante, c'est d'avoir laissé aux mains des bureaux phalangistes les plus glorieux et les plus héroïques combattants pendant qu'ils s'organisaient la fuite des canailles parlementaires et militaires. Avec Azana et Negrin, avec Lister et la Passionaria, les Casado et les Vasquez portent sur le front en traits de sang indélébiles le nom d'assassins du prolétariat. Pendant qu'à Argelès on condamne des vaillants à mourir de faim, de fièvre et de misère, pendant qu'à Madrid commence le règne du bourreau, ces messieurs iront en Angleterre jouir de leurs rentes et de leurs trahisons. La bourgeoisie connaît ses serviteurs et ses ennemis : aux uns elle donnera de quoi vivre pour qu'ils puissent encore trahir ; quant aux autres, que lui importe qu'ils meurent.

Par tout cela, il s'avère que nous avions raison de dénoncer le sophisme honteux selon lequel il ne s'agissait plus que de préserver des vies humaines ; on a préservé par là seulement la peau des traités ; les meilleurs, les plus vaillants sont tombés sous les balles de Casado ou sont promis à celles de Franco.

On nous a accusé pour nos articles contre Casado de jusqu'au boutisme. En un sens, c'est une accusation fort juste : à la différence de nos accusateurs, nous avons été depuis le 19 juillet des jusqu'au boutistes de la révolution. Nous avons expliqué que le prolétariat ne pouvait vaincre Franco que si à chaque instant de la lutte, il était animé du souci de balayer définitivement la bourgeoisie et son état, s'il s'emparait de l'industrie et de la terre, s'il constituait ses comités de miliciens, d'ouvriers et de paysans, leur remettait le pouvoir, instaurait la dictature du prolétariat.

Lorsque nous nous sommes rangés aux côtés des communistes de Madrid contre le prononcement casadiste, nous avons souligné que les insurgés ne pourraient rallier à eux les masses ouvrières et balayer les traités que s'ils faisaient leur programme de révolution prolétarienne. Il ne semble pas que ce fut le cas. Que cette lecture serve au moins à l'héroïsme n'est rien s'il ne s'appuie pas sur un programme juste.

Certes, les soubresauts opportunistes, de dernière heure, des opportunistes valets de Staline doivent être impitoyablement dénoncés, mais la classe ouvrière doit s'incliner avec respect et vénération devant ces hommes qui ont essayé d'empêcher par leur mort que la révolution meure : ces héros sont immortels devant l'histoire. Ceux au contraire, qui n'ont ni héroïsme ni programme sont, dès aujourd'hui, morts pour elle.

A propos des élections au Conseil Colonial

La liste Thu-Thach

Nos camarades de la Lutte, comme nous l'avons déjà annoncé ont engagé une vaste agitation à l'occasion des élections au Conseil Colonial. Ils ne se font aucune illusion sur le caractère de ce Conseil, mais avec juste raison, ils saisissent chaque occasion pour prendre en mains la défense des exploités, pour la lutte en faveur des droits démocratiques, pour faire connaître le programme de la IV^e Internationale.

Le groupe « Thang Muoi » a voulu opposer à ces candidatures, une liste de « front unique » Thu-Thao (stalinien). Nos camarades, qui se présentent entièrement et courageusement sous le drapeau du marxisme (IV^e Internationale) ont repoussé cette combinaison.

Dans La Lutte du 16 mars, ils écrivent à ce sujet : « Nos confusionnistes vraiment se surpassent ! Alors qu'il faut affirmer le programme entier de la IV^e Internationale et établir le bilan désastreux de la firme stalinienne (depuis 1923 et plus spécialement depuis 1935 en Russie, en France, en Espagne, en Chine, en Indochine...) Ces gens font une propagande acharnée pour la liste Tao-Thau dès le premier tour de scrutin (unité organique, quoi). Et ils osent appeler cela un front ouvrier et paysan ! »

« On a beau leur dire qu'ils ont grossièrement confondu liste unique, qu'il implique un programme unique, avec front unique, qui laisse entière liberté de critique, et entier le programme de chaque participant. »

« On a beau leur expliquer que la liste unique Tao-Thau jette la confusion dans les rangs du mouvement ouvrier indochinois, car : 1^o elle ne permet pas aux militants de la IV^e Internationale de faire le bilan de la trahison de la III^e, et 2^o elle ne permet pas à l'avant-garde du prolétariat de montrer aux masses ouvrières et paysannes la voie révolutionnaire pour la période à venir. »

Lors d'une assemblée de 30 journaliers annamites de Cochinchine (11 mars), Tuong (le propagandiste de la liste bâtarde) se rallia à la liste Thu-

Tach. La résolution votée à cette assemblée « fait appel à tous les journaliers et tous les exploités de ce pays pour soutenir à fond la liste de La Lutte (IV^e Internationale) aux élections Coloniales prochaines ».

La position de Tuong est d'autant plus incompréhensible qu'il a lutté auparavant contre le front-unique de La Lutte avec les stalinien, dans les années où ce front unique avait un sens beaucoup plus large et tout à fait différent. Dans les deux cas, Tuong se trompe. Il est temps pour lui de revenir sur ses erreurs, et de contribuer par son attitude à rétablir l'unité de tactique et d'action des bolcheviks-léninistes indochinois.

Nous saluons et appuyons chaleureusement la lutte de nos amis pour la liste Thu-Thach et pour le programme de la IV^e Internationale. La présentation de cette liste n'est évidemment pas contradictoire avec la constitution d'un front unique, d'actions conjointes avec les autres partis ouvriers, même stalinien.

Parmi nos lettres

Chers camarades, Le PSOP de Lorient, avec l'aide des camarades du POI, vient de lancer (23 mars) l'appel suivant au P.C. et J.C., au P.S. et J.S., au Secours Populaire, CGT, etc. :

« Le C.C. de la région lorientaise du PSOP, après avoir discuté de la situation actuelle, tant intérieure qu'extérieure, a décidé vu la gravité des événements de faire appel à votre concours pour réaliser au plus tôt l'unité d'action prolétarienne contre le danger fasciste et la guerre impérialiste. A cet effet, il a décidé d'intervenir avec insistance auprès de votre organisation afin de provoquer une réunion où seraient étudiées les méthodes d'action commune de lutte contre le fascisme, en particulier contre la venue du renégat Doriot à Lorient, etc... »

M., Lorient.

Nouvelles d'U.R.S.S.

Autour du Congrès

La composition sociale du Congrès.

659 fonctionnaires du parti, 27 fonctionnaires du Komsomol, 283 officiers, commissaires politiques et fonctionnaires de l'Armée rouge, la flotte aérienne et navale et de l'NKVD (l'ex-Guépou), 230 travailleurs de l'industrie, 162 fonctionnaires de l'Etat et des syndicats, 110 travailleurs des transports, 63 travailleurs de l'agriculture, 35 travailleurs intellectuels.

Les nouveaux organes dirigeants.

Sur les 71 membres du nouveau CC, 16 seulement faisaient partie de l'ancien Comité Central.

La plus grande partie de leurs collègues ont été « liquidés » par des moyens plus ou moins violents.

Un renouvellement partiel a été opéré au sein des membres du Bureau politique.

Au secrétariat du parti, si Andréev et Jdanov restent à leurs places, L. Kaganovitch a été remplacé par Malenkov, cet ancien secrétaire de Staline dont la carrière depuis deux ans a été foudroyante.

Le sinistre Lejov n'est entré ni au B.P., ni même au C.C. (d'ailleurs, il n'a été cité dans aucun compte-rendu du Congrès).

Son successeur Béria n'a obtenu que le titre de membre - suppléant du B.P. Une des dernières disparitions est celle du président de la République Ukrainienne, G. Petrovski. Au Bureau Politique, il a été remplacé par Chervnik, dirigeant des syndicats.

Le « Bureau d'organisation » a été remanié de fond en comble. Son ancien dirigeant était Lejov. Ce qui est symptomatique, c'est que son successeur ne fait même pas partie de ce Bureau. Parmi les autres membres du B. O., Kossarev (ancien secrétaire général du Komsomol) et Stetski ont été « liquidés ».

Leurs remplaçants sont : l'actuel secrétaire général du Komsomol, Mihailov et Cherbakoff (passé il y a quelque temps du secrétariat de l'Union des Ecrivains au secrétariat de la région de Moscou du Parti et à ce titre élu au C.C.).

Les autres membres du B. O., en dehors du secrétaire général du Parti et des trois secrétaires de l'Union des Ecrivains et Mekhlis (un autre vitch, Chervnik et Mekhlis (un autre secrétaire de Staline devenu chef de la Direction Politique de l'Armée Rouge, après être passé par les fonctions de rédacteur en chef de la « Pravda »).

Libéralisme ?

En analysant les modifications aux Statuts du Parti nous avons marqué une apparence de tournant dans les méthodes de Staline : ayant acquis, grâce aux « liquidations » massives, une provision homogénéité du Parti, Staline semble vouloir substituer à la terreur un libéralisme de surface (toutes les précautions étant prises pour que ce libéralisme joue au profit du régime stalinien). Nous trouvons une confirmation de ce fait dans les nombreuses interventions au Congrès dénonçant les abus commis dans l'« épuration ». Nous citerons ici deux appréciations :

Extrait de l'intervention de Mekhlis :

« La commission du Parti auprès de la Direction Politique de l'Armée rouge est obligée de rétablir dans leurs droits près de 50 p. 100 de membres du Parti injustement exclus. Nous devons reconnaître que le nombre des membres injustement exclus du Parti est très grand. »

Extrait de l'intervention de Béria :

« Il serait étonné d'expliquer les ruptures d'une série de chaînes de notre économie uniquement par le sabotage des ennemis. »

Personne ne dit mieux ?

Extrait de l'intervention du général Stern, commandant de la première armée d'Extrême-Orient :

« Nos combattants sauront prendre la vie de dix de nos ennemis pour chaque vie d'un de nos hommes. (Applaudissements). »

— Vorochilov : Dix c'est trop peu. Il en faut vingt. (Rires, applaudissements).

— Stern : J'accepte l'amendement et je demande qu'il soit noté dans le sténogramme. »

(« Pravda » du 16 mars).

Trois devoirs impérieux :

S'abonner à la Lutte Ouvrière
Faire des abonnés
Souscrire chaque semaine

La France de Saint-Vincent-de-Paul

(Suite de la page 1)

Mais le 28 janvier, malgré le « dispositif de barrage qui est en place », malgré « les gardes mobiles, les gendarmes, les sénégalais, braves gens dont il faut faire l'éloge » — (Sarraut n'avait pas mis de soldats craignant par la suite de ne pouvoir faire leur éloge. Car la fraternisation était probable) — malgré tout cela, vu le nombre des réfugiés qui arrivaient par centaines de milliers, M. Sarraut a décidé d'ouvrir la frontière. Pourquoi ? « Parce que des profondeurs de l'âme française, un cri d'infinité pitié est monté vers lui, et il l'a entendu ». Ce qui veut dire que le gouvernement craignait les réactions de la classe ouvrière, à qui on a fait avaler beaucoup de choses, mais qui n'était peut-être pas prête à accepter cela.

Et la situation est maintenant la suivante. Il y a 500.000 espagnols en France et « l'annonce officielle que la frontière serait fermée a réduit de moitié le volume de l'exode. Le devoir du gouvernement était de donc net : fermer la frontière d'abord et ne l'ouvrir qu'à la dernière extrémité devant les supplications de la misère ». (Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche).

Mais comment se débarrasser de ces 500.000 réfugiés ?

« Il y a un obstacle du côté espagnol. Je ne crois pas que le gouvernement espagnol soit très désireux de récupérer le père, les malandrins, les gens du milieu qui se sont glissés avec la masse des réfugiés. »

« Il m'a semblé que M. Pinelli me demandait quelle serait notre attitude en présence de demandes d'extradition présentées par le gouvernement de Burgos. Je lui répondrai tout d'abord que la loi prévoit le cas et qu'une procédure régulière est instituée par elle. Mais j'ajoute que ces demandes d'extradition seront peu nombreuses, car l'Espagne sera bien trop heureuse de se débarrasser de toute cette pègre. Je tiens d'ailleurs à ajouter sans plus tarder que nous ne tenons pas, nous non plus à la conserver. »

Quel dommage que ces demandes d'extradition soient peu nombreuses ! Mais les demandes, qu'elles qu'en soient le nombre, seront satisfaites. Vous avez bien compris en effet que « la pègre, les malandrins » dont il s'agit, ce sont les militants révolutionnaires d'avant-garde. En effet « l'immense masse des militants est composée de braves paysans qui ne demandent qu'à regagner leur pays ». Tout au moins, et c'est ce que cela veut dire, le régime « humain » s'ils subsistent dans la France accueillante, avec quelques autres moyens supplémentaires de persuasion, les convaincront de la nécessité de « regagner leur pays ».

Restent les 50.000 qui constituent la pègre. M. Sarraut a un plan que voici :

« Comment nous débarrasser des indésirables ? Les éléments honnêtes — ouvriers, cultivateurs, artisans — peuvent trouver une certaine place en Afrique du Nord et dans notre colonie de la Guyane, mais non pas les éléments troubles. »

« J'ai donc demandé à M. le ministre des colonies s'il ne pouvait pas nous désigner, dans le fin fond du Pacifique (Rires et mouvements divers), des îles désertes, mais cultivables, où l'on pourrait faire ce que l'Angleterre a fait en Australie avec les convicts. »

« M. Auguste Brunet. — A quelles terres pensez-vous ? »

« Le ministre de l'intérieur. — Ce ne sont pas des projets définitifs que j'apporte, mais si, à l'hilarité, on substituait la suggestion, je serais infiniment heureux qu'on m'aiderait à résoudre un problème que je ne vois pas la possibilité de résoudre selon la formule de Carrier de Nantes. (Applaudissements sur divers bancs à gauche.) »

« Plusieurs voix à droite. — Et l'U.R.S.S. ? »

Dans sa conclusion, M. Albert Sarraut exprime en termes élevés sa foi inaltérable dans les destinées de l'Espagne « libre, forte, heureuse » (Applaudissements à l'extrême gauche).

(Le Temps)

Camarades, c'est cette France-là, la France de Monsieur Sarraut, la France de St-Vincent-de-Paul et des Droits de l'Homme », que l'on vous demandera demain de défendre. Les partis socialistes et communistes ont choisis : Ils sont avec Monsieur Sarraut « Nous sommes tous d'accord » a dit M. Sarraut, salué par des « applaudissements à l'extrême gauche ». Vous devez choisir : ou vous serez solidaires des ouvriers et paysans révolutionnaires espagnols, ou vous serez solidaires de la France de MM. Sarraut, Daladier et de l'Etat-major.

Le choix de la IV^e Internationale est fait depuis longtemps. Et si vous comprenez la trahison, si vous voulez avec nous, camarades socialistes et communistes, lutter contre les bandits impérialistes, nous pourrions ensemble chercher « quelque île déserte, dans le fin fond du Pacifique... » où les criminels — la vraie pègre, et l'on se comprend — iront méditer sur leurs crimes...

Après l'affaire Garnier,

les diviseurs continuent

Les calomniateurs à l'œuvre

Le camarade Galin, chargé des P.T.T. à la ligne du P.L.M., militant du Syndicat Général des Employés des P.T.T., est l'objet d'accusations sur lesquelles une Commission d'Enquête eût à se prononcer.

C'est le stalinien Hallé, en accord avec ses amis politiques de Créteil, qui porta les accusations devant la CE du P.L.M. le 11 avril 1938 et demanda une Commission d'enquête. Celle-ci était composée de huit membres : 4 désignés par Hallé et la CE du Comité Syndical de Bonneuil-Créteil, et 4 désignés par Galin ; chaque membre pouvait se faire remplacer en cas d'absence. Un neuvième camarade fut nommé président sous réserve qu'il observât une neutralité totale.

Voyons quelles sont les accusations et les conclusions que la Commission d'Enquête a apporté à chacune d'elles le 1^{er} août 1938.

Les faits reprochés à Galin sont tous d'ordre de trésorerie.

1) Affaire d'Austerlitz : on accuse Galin d'avoir voulu, en 1933, détourner 800 francs de la caisse de la Fédération postale unitaire. Il ressort de l'enquête que Galin a versé les 800 fr. lors de sa révocation pour la grève de 1934 ; et la Commission a répondu en ces termes :

a) La Commission constate que Galin a subi sans contestation une retenue de 800 francs effectuée en deux fois sur les mensualités qu'il devait toucher au fonds des sanctionnés de la FPU (texte proposé et adopté par Harquevaux, Lacaze, Monier, Puel ; commissaires désignés par l'accusation).

Le versement de 800 francs a été effectué avec l'assentiment de Galin et de ses camarades (texte proposé et adopté par Chenel, Chenna, Martineau Pennetier, commissaires désignés par Galin).

b) L'état des possibilités financières de la Section d'Austerlitz dans le cadre d'une agitation intense (1934) permettait-il à Galin d'effectuer des versements à date régulière ? A cette question ont répondu OUI : Harquevaux, Lacaze, Monier, Puel.

Ont répondu NON : Chenna, Chenel, Martineau, Pennetier.

c) Une accusation précise a-t-elle été formulée à l'époque (1934) contre Galin ? La Commission unanime répond NON.

Sur cette affaire, les témoins cités devant la Commission ont tous fait l'éloge du militant Galin et de son honnêteté ; ils lui ont et continuent à lui accorder leur confiance. D'autre part, la section d'Austerlitz de la FPU ne comptait qu'une poignée de camarades et ne disposait que de très faibles ressources. Les règlements ne pouvaient donc pas être effectués à date régulière et lors de l'examen des comptes de la section, Galin qui était secrétaire et accepta de combler la différence sur ce qu'il touchait au fonds des sanctionnés de la FPU et cela au su et en accord avec les membres de sa section et les responsables de la FPU. Les commissaires stalinien voyant leur accusation détruite ont voulu à travers d'une forme rédactionnelle laisser subsister le doute de l'intention de détournement.

2) Affaire de Créteil : on reprochait à Galin d'avoir dépensé en tant que secrétaire du Comité syndical de Bonneuil-Créteil lors des grèves de 1936, une somme de 5.554 fr. 30, sans qu'il puisse la justifier.

Devant la commission d'enquête, Galin justifia de ces dépenses pièces à l'appui. Ne pouvant nier les faits, les commissaires mandés par les accusateurs soulevèrent une nouvelle accusation : on reprochait cette fois à Galin d'avoir utilisé à son compte 1300 francs de bons d'alimentation destinés aux grévistes. Deux commissaires, un pour chaque partie, et le président de la commission se rendirent à Créteil, auprès des commerçants ; tous ceux-ci sans exception déclarèrent sans hésitation que jamais Galin n'avait payé à l'aide de bons. D'autre part, le mécanisme de l'usage des bons exposé par Céfes, trésorier du Comité de Créteil-Bonneuil et accusateur, devant la Commission, ne permettait pas à Galin d'utiliser les bons à son compte. Devant l'évidence, il fallut donc que les accusateurs reculassent.

Voici donc les conclusions qui furent apportées :

a) La Commission après avoir vérifié les reçus de Galin constate que la justification de dépenses correspondant aux recettes 5.555 fr. 30, chiffre donné par l'accusation, a été fourni par Galin (texte proposé et adopté par Chenel, Chenna, Martineau, Pennetier).

On a demandé à Galin de justifier 5.554 fr. 30 de dépenses, la lacune subsistant est qu'aucun document concernant les recettes n'a été fourni par Galin (texte proposé par Puel et adopté par Harquevaux, Lacaze, Monier, Puel).

Se voyant complètement battus, les commissaires stalinien essayèrent en vain de contester le chiffre des recettes ; mais celui-ci est justement celui que les accusateurs ont toujours fourni.

Enfin, la Commission jugeant sur l'ensemble (affaire d'Austerlitz et affaire de Créteil) adopta à l'unanimité les conclusions suivantes : « Vu les documents que la commission d'enquête a eu à examiner, elle ne retient pas l'accusation de vol ».

Le 25 mars 1938, Hallé (accusateur) convoqua la section du P.L.M. pour sanctionner l'affaire. C'est là que se place la manœuvre afin que Galin soit

reconnu coupable. Le président de la Commission d'Enquête, qui aux termes des décisions prises le 22-6-38, devait s'abstenir d'intervenir et de participer au vote avait fait un rapport personnel de conclusions qui devait être lu après l'audition des commissaires rapporteurs. De plus, on refusa de communiquer aux dits commissaires rapporteurs le dossier de l'affaire. Une question préalable tendant à ce que le rapport personnel du président soit communiqué aux rapporteurs avant la réunion, fut repoussée par 17 voix contre 14. Devant cette attitude inqualifiable, devant l'arbitraire qui régnait nous refusons de participer à une telle réunion et un grand nombre de camarades firent de même. Ceux qui restaient, les amis d'Hallé, jugeant unilatéralement, prirent les décisions suivantes : « écarter Galin d'une façon définitive de toute fonction de trésorerie et pendant deux ans de toute fonction syndicale. » C'est l'inquisition ! Nous déclarons que cette décision n'est pas valable et c'est pourquoi nous exposons publiquement l'affaire.

Pourquoi Galin a-t-il été accusé ? Galin est un ancien membre de la CE de la FPU et il fut avant l'unité responsable de la section unitaire d'Austerlitz et révoqué en 1934 pour grève. Secrétaire du Comité de Bonneuil-Créteil en 1936, il eut une activité débordante durant les grèves. Par ailleurs, il était membre du PC et il aida particulièrement le député Parsal lors de son élection à la Chambre. En avril 1937, il fut exclu du PC pour divergences politiques : en effet Galin se refusait et se refuse encore à croire justes les concepts de Staline. En quittant le PC, Galin est resté un honnête militant ouvrier, c'est-à-dire révolutionnaire, il continue à pratiquer la politique des marxistes léninistes. Il milite actuellement dans les Cercles syndicalistes Lutte de Classe !

Tout cela explique pourquoi on monta des accusations remontant à 1933 et 1936, car il fallait à tout prix se débarrasser de lui.

Parsal et Céfes pensaient que cela serait fait en un tour de main à Créteil et Hallé de même au P.L.M. Mais Galin ne capitula pas devant la menace et la calomnie. Nous étions là pour le défendre et le soutenir, et avec nous, toute l'avant-garde consciente du mouvement ouvrier. Sans doute, beaucoup de camarades du PC pensent comme Galin mais devant les menaces ont peur de s'exposer et de revenir dans la voie révolutionnaire. Nous leur disons : « N'ayez aucune crainte, tous les militants révolutionnaires et honnêtes seront avec vous. Suivez l'exemple de Galin. »

Cette affaire signifie que dans les P.T.T. les stalinien se font la main pour préparer des procès plus grands à la façon de ceux de Moscou et de Barcelone contre les militants révolutionnaires.

L'affaire Garnier dans le Bâtiment esquissa une certaine forme de l'attaque des stalinien, aujourd'hui l'affaire Galin nous en montre une autre forme. C'est tout le prolétariat qui se trouve intéressé à cette affaire.

Nous pouvons déjà tirer cette première constatation : ceux qui claquent « Unir, Unir, Unir » emploient tous les procédés pour désorganiser le mouvement syndical, l'affaiblir en attaquant sans cesse et odieusement les meilleurs militants.

Nous continuons à montrer publiquement ce qu'est l'affaire Galin et nous confondrons les accusateurs.

Signé :

CHENEL, membre de la C.E. du P.L.M. ; CHENNA ex-trésorier Section Ag. P.T.T. de l'Administration Centrale, ex-secrétaire des Jeunesses socialistes des Agents des P.T.T. sanctionné grève du 30-11-1938 ; MARTINEAU, de la C.E. du P.L.M., sanctionné grève de 1934 ; PENNETIER, secrétaire sous Section syndicale des Instituteurs ; ROUSSET, de la C.E. du P.L.M., sanctionné grève du 30-11-38 ; BARDIN, ex-membre de la C. E. des Agents des P. T. T., sanctionné grève du 30-11-38, MEMBRES titulaires et suppléants de la Commission d'Enquête.

Une brochure à répandre

éditée par les
JEUNESSES SOCIALISTES
REVOLUTIONNAIRES

« OU VAS-TU,
JEUNE TRAVAILLEUR ? »

Vie et lutte d'un jeune

Prix : 1 fr.
Commandes aux Publications
Populaires

Le Gérant : M. HIC

Une bande dont nous saurons arrêter les exploits

Le 26 mars, les lecteurs de Paris-Soir pouvaient lire un titre sensationnel : « Léon Trotsky fait enlever en Alsace son petit-fils naturel (sic) ». Le petit Ceva « connaît à peine son grand-père » (sic).

A lire l'article, la stupeur croissait à chaque ligne. Avec l'art du feuilletoniste de bas étage, M. A. Danan, spécialisé dans la défense de « l'enfance malheureuse » pour le compte du trust Beghin-Prouvost, reproduisait des déclarations d'une dame Martin des Pallières.

Cette dame n'est pas une inconnue. Son nom intervint déjà dans la presse lors de la découverte du cadavre de notre camarade Klément. C'est elle qui se rendit spontanément à la première Brigade mobile pour déclarer, sur le vu de photographies, que ce cadavre n'était pas celui de Klément. Aussitôt toute la presse, Ce Soir et l'Humanité en tête, s'appuyèrent sur son témoignage pour couvrir le crime.

Mme « Martin des Pallières » s'appelle en réalité Mme Raymond Molinier. Elle est la femme de Raymond Molinier, agit que sur ses instructions ; depuis de longues années, bien qu'elle fut l'amie de Léon Sedov, elle se comporta en adversaire venimeuse de notre organisation.

Mme Molinier explique à M. Danan, le protecteur des enfants malheureux :

« ...La citoyenne Trotsky rendit la vie impossible à la malheureuse (Zinaïda, fille de Trotsky) de telle manière que celle-ci dut quitter son père et s'en retourner avec l'enfant à Berlin... »

Après le suicide de Zinaïda Volkov, après la mort de Léon Sedov, Vsevolod Volkov resta à charge de Mme Molinier.

Le rédacteur de Paris-Soir faisant remarquer à Mme Molinier que « le désir du grand-père de veiller directement sur le petit Ceva lui paraissait assez naturel », celle-ci répond :

« Pourquoi ne me l'a-t-il jamais demandé à moi-même ? » crie-t-elle. Et que fera-t-il de cet enfant sensible, dans son repaire micoquin où l'on vit le revolver à la poche, le revolver sous l'oreiller, le revolver partout à la portée de la main ? Trotsky a dévoré ses quatre enfants. Il faut à cet homme traqué des proches qui lui fassent un bouclier de leurs corps et de leur dévouement. Il fera mourir mon petit Ceva, je vous dis qu'il le fera mourir.

Cette ignoble déclaration mérite à peine d'être relevée. Elle classe définitivement M. Raymond Molinier qui en est l'instigateur, comme de toute l'action de ses proches.

Dans une déclaration, que nous reproduisons plus loin, Trotsky a très simplement dit la vérité au sujet de son petit-fils, puis de lui.

Mais la bassesse qui inspire les arguments de la famille Molinier s'appuyait comme toujours, sur le chantage et la menace. Raymond Molinier déclara au Palais qu'il « mettrait une balle dans la peau » de notre camarade M. Gérard Rosenthal, conseil de Léon Trotsky.

Le soir du 27, il convoqua une conférence de presse, espérant allécher les journalistes par quelques sales accusations. Mais personne n'emboîta le pas à Danan.

Mme Molinier engagea alors une action en justice entièrement basée sur le fait d'ailleurs faux, que Vsevolod serait le petit-fils « naturel » de Trotsky. Le vertueux ménage Molinier en est là...

Le 29 mars, le Président du Tribunal civil rendit son ordonnance sur le référé introduit par Mme Raymond Molinier. En voici la teneur essentielle :

« ...Attendu que si la demanderesse (la dame Molinier) a donné des soins à cet enfant (Vsevolod Volkov) il résulte des documents produits qu'il a été recueilli à Paris par Léon Sedov, fils de Léon Trotsky.

« Attendu d'autre part que quelques mois après le décès de ce dernier survenue le 16 février 1933, V. Volkov a été envoyé à Guebwiller par la dame Molinier où elle l'a désigné sous un faux nom ;

« Attendu en outre que Léon Trotsky déclare être le grand père légitime de l'enfant et verse aux débats différents documents de nature à justifier ses allégations ; qu'en tout état de cause, sa qualité d'ascendant par le sang n'est pas contestée ;

« Or, attendu qu'il a demandé la nomination d'un administrateur judiciaire pour veiller sur la sécurité de l'enfant en raison notamment des circonstances suspectes de la disparition ou du décès de ses fils ;

« Qu'il estime que la vie du jeune Volkov serait en danger s'il était confié à la garde de la dame Molinier.

« Attendu qu'il importe de rappeler que peu de jours avant

la présente audience le sieur Molinier, accompagné de sa femme, a au palais de justice, proféré des menaces contre les conseils de Léon Trotsky ;

« Attendu dans ces conditions qu'il est de l'intérêt du mineur de rester provisoirement confié à la garde de Harel, etc... »

« ...Disons n'y avoir lieu à référé. »

M. et Mme Molinier se sont donc vus refuser leur requête. D'ailleurs, le 27 mars, Trotsky, informé par les journalistes de l'agression des Molinier, fit la déclaration suivante, que nous reproduisons intégralement :

« Bien qu'elle n'ait pas le moindre droit légal sur mon petit-fils, a déclaré M. Trotsky, je lui ai proposé de venir avec l'enfant au Mexique pour vivre dans notre maison ou, au moins, à décider ensemble de l'avenir. Elle a refusé et, en même temps, elle a tenté de s'emparer de mes archives dans un but obscur. Comme les rapports de mes amis de Paris m'ont démontré l'impossibilité de laisser, même pour un court délai, mon petit-fils à cette personne, j'ai saisi de la question les autorités françaises, par l'intermédiaire de la légation de France au Mexique et de mon avocat à Paris, M. Gérard Rosenthal. Les autorités compétentes ont reconnu tous mes droits sur l'enfant qui n'a maintenant d'autre parent au monde que moi. Pour une période transitoire, je l'ai confié à mes amis de Paris, ce qui a été approuvé par l'administrateur judiciaire. L'enfant se trouve dans les meilleures mains en attendant de me rejoindre.

« Cette histoire de rapt, a conclu M. Trotsky, a été montée de toutes pièces par l'imagination maladroite de Mme Martin-Despallières. »

Un jugement sur le fonds doit maintenant intervenir.

Bornons-nous à quelques remarques provisoires :

1) L'entreprise de M. et Mme Molinier vise un tout autre but qu'il n'en a l'air. Cette dame s'est déjà opposé jusqu'au bout au retour des archives de Sedov (archives politiques) entre les mains de Trotsky, M. R. Molinier soit disant séparé de sa femme, même tout ce jeu. Il s'agit exclusivement de nuire à la IV^{ème} Internationale. Jeu qui complète admirablement celui de la Guépéou.

2) Les arguments de la famille Molinier montrent que ces gens ont de depuis longtemps passé moralement à l'ennemi. Oser accuser Trotsky de n'avoir pas été marié légalement ! Oser reprocher à Trotsky sa défense privée contre les entreprises de la Guépéou !

3) M. Raymond Molinier continue à se livrer aux menaces physiques. Cet individu s'est déjà livré à une agression physique contre Rous l'année dernière. Cette provocation est son élément naturel. Nous l'avertissons qu'il trouvera en chaque occasion une riposte à sa mesure.

4) Après leurs interventions dans l'affaire Sedov, dans l'affaire Klément, dans l'affaire Volkov, les Molinier se classent, Raymond Molinier (vis-à-vis de qui notre seul tort est de l'avoir accepté dans notre mouvement, il y a longtemps) est l'homme qui deux fois devant un tribunal s'est fait passer pour fou et comme « malade des hémorroïdes » pour échapper à ses responsabilités ; qui s'est excusé publiquement devant un tribunal de ses injures à magistrat ; qui s'est fait spécialement comprendre dans l'amnistie par ses démarches répétées auprès des bonzes socialistes ; c'est un maître-chanteur et un corrupteur catalogué. Sa haine contre l'organisation de la Quatrième Internationale n'a déssarmé en aucune occasion, et l'a porté

jusqu'à proférer des menaces de mort, qui rejoignent celles de nos ennemis de classe.

C'est ce que nous n'oublierons pas.

P. S. — Ajoutons que M. Molinier n'a pas hésité à envoyer de faux inspecteurs de police chez le camarade Rosmer et d'autres personnes, à faire surveiller plusieurs maisons, etc... dans le but d'enlever par la force Vsevolod Volkov.

Le tribunal de Saumur

a dû acquitter Beaufrère

(Suite de la page 1)

A Angers (dans un meeting où assistaient 2.500 ouvriers) et à Saumur ce tract fut particulièrement bien accueilli. Rappelant les principes élémentaires de la lutte de classes il correspondait beaucoup mieux aux sentiments des ouvriers que les supplications des « pacifistes » et des « anarchistes » à MM. Daladier et Chamberlain. Et il se vérifiait que le seul moyen d'arracher le prolétariat au chauvinisme stalinien était de faire appel à leur conscience d'exploités.

La justice bourgeoise intervint alors contre notre camarade Beaufrère cherchant des motifs pour justifier une arrestation. L'arrestation se révélant impossible, le Procureur de la République de Saumur entreprenait une instruction qui devait se terminer par une inculpation « pour provocation à l'insoumission d'hommes appelés sous les drapeaux ou susceptibles d'y être appelés ». L'inculpation s'aggravant du fait que notre camarade était fonctionnaire public. Le passage incriminé est le rappel d'octobre 1917 cité ci-dessous.

Le jugement eu lieu le 30 mars. Les quotidiens régionaux ont donné des comptes rendus du jugement... avec commentaires bien entendus !

« La Dépêche de Tours » commence par un long préambule : « Le 16 septembre 1933, une lourde menace pesait sur l'Europe. La France faisait appel à ses réserves pour maintenir l'intégrité de ses droits et de son territoire. Un fonctionnaire public, M. Beaufrère Marcel, 24 ans, employé des P.T.T. était pris alors qu'il distribuait des tracts « anarchistes » (1) »

Or, il est à constater que notre camarade n'a jamais « été pris alors qu'il distribuait des tracts » mais simplement que le commissaire de police prétendait avoir des témoins l'ayant vu distribuer le tract incriminé.

« Le Petit Courrier » relate en termes savoureux le jugement où devait comparaître « le trop combattif Marcel Beaufrère ».

« Le Tribunal constate le défaut du prévenu et entend M. Petit, commissaire de police à Poitiers (et qui est venu à Saumur pour témoigner).

M. Petit relate les faits... Les tracts sont plus que subversifs. M. Ancelin, procureur de la République demande alors si M. Beaufrère n'est pas connu en certains milieux comme antimilitariste ou anarchiste. — C'est exact, répond M. le Commissaire Petit.

— Est-ce que cette propagande n'a pas été effectuée à un moment critique, interromp le ministère public ? — Le jour même du rappel des titulaires du fascisme n° 6, répond le témoin. La religion du tribunal étant éclairée, le ministère public requiert sévèrement.

Le jugement est renvoyé en fin d'audience. — Mais l'affaire finit « en queue de poisson » et les différents journaux nous informent, comme l'Ouest qu'« après une longue délibération, le tribunal, par défaut, a rendu un jugement d'acquiescement au bénéfice du prévenu Beaufrère, qui est relaxé sans dépens, les termes des tracts n'étant pas ju-

La leçon de l'Espagne

dernier avertissement

par Léon TROTSKY

Il faut tirer les leçons justes de nos défaites

Il se manifeste actuellement dans le prolétariat français un courant, extrêmement dangereux, contre lequel il est indispensable que l'avant-garde se dresse.

De nombreux ouvriers, après l'échec du 30 novembre, sont enclins à mettre une bonne partie des responsabilités de cet échec sur le dos de la classe ouvrière. Nous avons vu, disent-ils, dans les réunions qui précédèrent le 30 novembre, le principe de grève voté à l'unanimité. Mais le 30, une grande partie de ceux qui avaient voté la grève sont venus travailler. Et ces camarades de conclure « la classe ouvrière est trop lâche, trop veule, trop indécoupe, nous sommes las de payer pour elle ; rentrons dans notre coquille et mettons les pieds dans nos pantoufles ! »

Ces camarades, quand ils lisent notre canard, en arrivent à dire : « Quoi ! Vous critiquez les dirigeants syndicaux et politiques de leur manque d'énergie, de leur capitulation, mais que voulez-vous qu'ils fassent avec une masse ouvrière aussi amorphe ? »

Faisons le point. Il est exact que, le 30 novembre, une fraction importante du prolétariat n'a pas accompli son devoir de classe. Il est exact que des camarades qui ont voté le principe de grève sont venus travailler. Mais il ne suffit pas seulement de constater ces faits, il faut les comprendre. Il faut comprendre pourquoi en juin 36 des millions d'ouvriers débrayèrent et pourquoi aujourd'hui une partie d'entre eux abandonne le syndicat et toute action politique en général. Il faut chercher les facteurs qui déterminent cette évolution en arrière, les analyser, en tirer les leçons nécessaires et, enrichis de cette nouvelle expérience, préparer plus sûrement un nouveau bond en avant.

En 36, la classe ouvrière française a mis tous ses espoirs dans le Front Populaire, qui, à ses yeux, devait lui apporter ce qu'elle désirait. Les grèves de 36 sont nées précisément pour aider le gouvernement qu'ils pensaient être leur, à lutter contre la bourgeoisie « pour que ça change ». Cette fois, on croyait fermement que les élus parlementaires allaient engager contre les trusts une lutte impitoyable. L'enthousiasme et la volonté d'action se manifestèrent de mille manières. Aux réunions syndicales, par exemple, l'immense majorité des ouvriers étaient présents, attendant des directives et prêts à répandre tout mouvement de lutte.

Mais cet espoir que la classe ouvrière avait mis dans cette coalition avec « nos amis les radicaux » devait bientôt s'atténuer et disparaître au fur et

à mesure qu'elle constatait « qu'il n'y avait rien de changé », que tout allait comme auparavant, que les spéculateurs et les industriels continueraient, comme par le passé à réaliser leurs monstrueux bénéfices.

Chaque reculade du gouvernement était présentée comme une victoire (par exemple dans la Vie Ouvrière, Monnousseau caractérisait l'apparition du gouvernement Chautemps comme une victoire sur la réaction) et les ouvriers constataient que, malgré les soi-disant victoires que décrivaient les chefs stalinien, socialistes et syndicaux, la situation ne s'améliorait pas au contraire, elle allait de mal en pis. La vie augmentait, les militants étaient licenciés des usines, le patronat reprenait du poil de la bête et les chefs, plus ou moins géniaux continuaient à célébrer des victoires qui n'existaient que dans leur imagination.

Ajoutons à cela les querelles intestines pour des buts difficilement atteignables et nous aurons un aperçu, très général, des causes qui ont amené le recul actuel.

Oui, il faut le crier aux oreilles de ceux qui l'ignorent ou ne veulent pas l'entendre. Si aujourd'hui l'enthousiasme a fait place à une immense lassitude, à un écouement et un désintéressement des luttes ouvrières, c'est parce qu'une fois de plus les ouvriers ont été dupés, trahis par ceux qui les ont conduits à la défaite. Et chez chaque ouvrier maintenant il se manifeste un repliement sur soi-même et une renaissance des sentiments réactionnaires que des années et des années d'oppression ont accumulés. L'esprit de fraternité dans la lutte, la conscience de classe qui se développait ont fait place à un individualisme étroit. D'autres sont plus qualifiés que moi pour expliquer plus largement et en termes plus exacts le mécanisme de cette évolution. Mais ce qui importe, c'est d'insister sur ce point et de faire comprendre pourquoi dans certaines conditions les masses ouvrières ne remuent pas de petit doigt et pourquoi dans d'autres conditions ces mêmes masses sont capables des entreprises les plus hardies. Si nous ne savons pas éclaircir cette question, l'avant-garde ouvrière ne tirera aucune leçon profitable de notre échec.

Et ce n'est qu'en éclaircissant le phénomène de l'évolution de la conscience sociale des masses que l'avant-garde comprendra quelles modifications la guerre impérialiste apportera dans celle-ci et les immenses possibilités qui peuvent en découler pour un parti révolutionnaire.

UN PROLO.

ETUDIANTS J.S.R.

Nous appelons tous les étudiants sincèrement socialistes et dévoués à la révolution à s'organiser avec nous. Des causeries sont faites régulièrement. Par exemple, la semaine dernière, le camarade Vilain fit devant le groupe une Conférence sur les leçons de l'Espagne. D'autres conférences auront lieu bientôt.

En Septembre 1936, le Maroc faillit se soulever

Comment fut sabotée l'insurrection marocaine

Nous publions ci-dessous la suite du récit d'un de nos camarades qui participa en 1936 aux négociations entre le gouvernement espagnol et les nationalistes marocains.

Revenons aux conditions concrètes de notre séjour en Espagne. Elles éclaireront les différentes étapes de la discussion avec le Comité Central des Milices et la Généralité.

Première semaine de septembre 1936, nous partions d'Oran, deux Arabes mandatés et moi. Le camarade venu de Barcelone ne pouvait nous accompagner et rentra directement en France. Nous devons prendre l'avion jusqu'à Barcelone. Toutes les places étant retenues nous aurions dû attendre trois jours. Le soir même partait le bateau pour Port Vendres, ce qui nous décida. De papiers pour l'Espagne, nous n'en avions point, sauf un laissez-passer ordinaire de la CNT-FAI. Premières difficultés à Port Bou avec le comité local. Après une heure de discussion, nous pouvons passer. A Barcelone, premiers contacts avec le POUM au Falcon. Pas de responsables. Les Arabes se souviennent d'un ami qu'ils avaient à Barcelone : Argila (l'orthographe n'est pas sûre). Nous lui téléphonons. Argila était alors responsable à la censure de la correspondance. Il vient immédiatement nous chercher dans une voiture du Comité de guerre. Le Comité de guerre s'était installé dans une ancienne villa or fané d'un hobereau catalan. Une demi heure après notre arrivée deux autres membres du Comité Central des Milices nous rejoignent : le responsable du Comité d'Investigation, Murelio Fernandez et le responsable à la censure de la presse et de la radio, Magrina. Tous deux anarchistes : premiers échanges de vue rapides : la possibilité concrète du soulèvement rifain, la nécessité de connaître la politique de l'indépendance rifaine. Dans les grandes lignes, accord immédiat. Le fait qu'Argila les connaissait depuis longtemps non seulement les deux Arabes présents, mais fort bien le mouvement qu'ils représentaient, facilita les premiers contacts. Les camarades nous apprirent que Garcia Oliver était au front et qu'il fallait attendre son retour. Ils proposèrent d'aller le chercher en avion. A 3 heures de l'après-midi, premier repas au Comité de guerre, avec Murelio Fernandez, Magrina et Argila. Peu après on nous emmena à la place de Continental, en haut des Ramblas, près de la place de Catalogne, où nous devions demeurer jusqu'à notre départ d'Espagne. Tout notre séjour — plus de trois semaines — fut entièrement à la charge de la Municipalité.

prendre sur les neuf heures, pour nous ramener à 13 h. 13 h. 30. Nous remontons au Comité de guerre à 15 h., jusqu'à 18, 19 heures. Le premier jour aucun document ne fut échangé. Dès le lendemain, nous rédigeons pour le Comité central des Milices et le gouvernement un rapport de caractère général sur nos propositions et les possibilités concrètes d'un soulèvement dans le Rif. Le retour de Garcia Oliver se fit attendre quatre jours. Le premier contact avec lui eut lieu dans son bureau au ministère de la Guerre. Il fut cordial, mais demeura dans les généralités. Garcia Oliver nous dit son accord absolu. Il n'y eut même pas de discussion quant à la proclamation de l'indépendance rifaine. Une telle question était admise naturellement. Lorsque nous posâmes le problème du gouvernement Caballero, il répondit par quelques jugements méprisants sur les gens de Madrid. Il alla jusqu'à dire que si le gouvernement central montrait de la mauvaise volonté, il irait, pour le contraindre à signer le traité, jusqu'à le menacer de retirer du front de Madrid des milices anarchistes catalanes.

Au lendemain de ces conversations de nouveaux documents furent envoyés précisant dans le détail nos propositions. Commença aussi la politique de « manana ». Tout le monde était d'accord. Aucune décision ne se prenaient. Les jours passaient sans résultats. A plusieurs reprises, nous avons demandé d'aller jusqu'au front, ce qui nous fut joliment refusé.

Nous n'avions même pas la possibilité de sortir dans la province autour de Barcelone. Derrière ces attentes se déroulaient le premier conflit très grave entre le Comité Central des Milices et la Généralité. Dans les meetings, Companys attaqua la CNT et la FAI pour leur politique dans les campagnes. Il rappelait que le drapeau rouge noir n'était pas le drapeau catalan. D'autre part, les bruits couraient que les anarchistes préparaient un coup de main militaire contre la Généralité.

Les journaux étaient remplis d'articles sur les questions économiques. Dans une violente discussion entre le ministre de l'Intérieur et Murelio Fernandez au sujet de leurs prérogatives, Fernandez lança que les ministres étaient fait pour présider aux courses de taureaux, pas plus.

Argila nous quitta pour le front où pendant trois jours les milices manquèrent de poudre.

Las d'attendre, les Arabes décidèrent d'envoyer une nouvelle et dernière lettre au Comité central des Milices. Ils y déclaraient que si dans trois jours nous n'avions pas de réponse à nos propositions, ils quitteraient l'Espagne. Le lendemain, Argila — de retour du front — nous annonça que le Comité Central s'était réuni et que l'on nous demandait un projet précis de traité.

(à suivre).

LÉON TROTSKY

APRES MÜNICH

UNE LEÇON TOUTE FRAICHE
(Sur la question du caractère de la guerre prochaine)

1 broch. 24 p. - 1^{er} - Publications Populaires

Le matin la voiture du Comité de guerre venait nous